

ETAIENT PRESENTS :

MM. VALLADE Michel - CAUET Claude - CHEVRIER Jean-Claude - MORIN Dominique - HAZIC Joselyne - RAVIER Jean-Pierre - BOUTERAA Ginette - PONCHARAUD Marcel - SALLE Michelle - THOMAS Josiane - DAUSSIN Joëlle - JOLLY Marie-Françoise - MURCIA Patrick - MENEGAZZI-PONDAVEN Sylvie - LAMBERT Isabelle - BINET Jocelyne - JAEGER Jean-Paul - AMORELLA Jérémy - SOLER Michel.

ETAIENT ABSENTS EXCUSES ET REPRESENTES :

Mademoiselle LEBOURDAIS Christelle a donné procuration à Monsieur VALLADE Michel ;
Madame LATRUBESSE Chantal a donné procuration à Madame MENEGAZZI-PONDAVEN Sylvie ;
Madame CLAUDY Chantal a donné procuration à Monsieur CHEVRIER Jean-Claude ;
Madame MATHIEU Lydia a donné procuration à Madame HAZIC Joselyne ;
Monsieur DUVEAU Claude a donné procuration à Monsieur RAVIER Jean-Pierre ;
Monsieur MERIGOT Jean a donné procuration à Monsieur PONCHARAUD Marcel ;
Monsieur OUDART Xavier a donné procuration à Madame JOLLY Marie-Françoise
Madame BADIER Virginie a donné procuration à Monsieur CAUET Claude.

ETAIENT ABSENTS :

Monsieur BRUNEAU René ;
Monsieur LACHEHEB Ali.

SECRETAIRE :

Madame DAUSSIN Joëlle.

Formant la majorité des membres en exercice.

Monsieur Le MAIRE ouvre la séance du Conseil Municipal à 21h et procède à l'appel nominal.

Monsieur Le MAIRE propose de désigner, **Madame DAUSSIN Joëlle dans les fonctions de secrétaire de séance**, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ORDRE DU JOUR

- 1 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 JUIN 2012
- 2 – URBANISME / BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE PIERRELAYE
- 3 – URBANISME / MODALITES DE CONSULTATION DU PUBLIC DANS LE CADRE DE LA LOI SUR LA MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE
- 4 – DECISIONS MUNICIPALES PRISES EN APPLICATION DES ARTICLES L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 5 – FINANCES / COMPTE DE GESTION 2011 DE LA COMMUNE
- 6 – FINANCES / COMPTE DE GESTION 2011 DU SERVICE ASSAINISSEMENT
- 7 – FINANCES / COMPTE ADMINISTRATIF 2011 DE LA COMMUNE
- 8 – FINANCES / COMPTE ADMINISTRATIF 2011 DU SERVICE ASSAINISSEMENT
- 9 – FINANCES / BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS IMMOBILIERES DE LA COMMUNE DE PIERRELAYE EN 2011
- 10 – SOCIAL / TARIFS DU CENTRE SOCIAL
- 11 – FORMATION / REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LES AGENTS A L'OCCASION DE DEPLACEMENTS TEMPORAIRES ET DE FORMATION
- 12 – PETITE-ENFANCE/ CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE PIERRELAYE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DU VAL D'OISE - CONTRAT DE PROJET : ACTION DE DEVELOPPEMENT ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 JUIN 2012
Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 12 juin 2012 a été approuvé à l'unanimité.

2 - N°583/2012 – URBANISME / BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE PIERRELAYE

Aux termes de la délibération n°473/2011 en date du 29 mars 2011, le conseil municipal a prescrit la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pierrelaye.

Les travaux d'élaboration du PLU menés par la municipalité avec l'aide du Cabinet « Espace Ville » ont été réalisés en concertation avec l'ensemble des Pierrelaysiens ainsi qu'avec le concours des personnes physiques associées.

Le présent projet de PLU répond aux objectifs fixés et poursuivis par la commune tout au long de l'étude et les traduit réglementairement au vu du porter à connaissance transmis par Monsieur le Préfet du Val d'Oise, et en compatibilité avec le document d'urbanisme supra-communal, à savoir :

- Développer un projet d'ensemble pour le territoire de Pierrelaye tout en maintenant l'identité rurale de la commune
- Insuffler une nouvelle dynamique et assurer la vitalité de Pierrelaye
- Préserver le paysage naturel et agricole et mettre en valeur le patrimoine de la ville
- Permettre un développement durable du territoire de Pierrelaye

Ces objectifs répondent aux grands principes du droit de l'urbanisme visant à assurer notamment :

- l'équilibre entre renouvellement urbain, développement urbain, développement de l'espace rural et préservation des espaces agricoles, forestiers, naturels, dans le respect des objectifs de développement durable ;
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale ;
- l'utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, la maîtrise des déplacements et de la circulation automobile, la préservation des ressources, des sites et paysages, la réduction des nuisances, la sauvegarde du patrimoine et la prévention des risques.

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont été présentées en conseil municipal et ont donné lieu à un débat lors de sa séance du 15 décembre 2011.

Le dossier du projet de PLU, annexé à la présente délibération comprend :

- le rapport de présentation comprenant notamment les éléments relatifs à l'évaluation environnementale du projet,
- le règlement,
- les documents graphiques et les annexes,
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- les orientations d'aménagement et de programmation (notamment sur le quartier de la gare, sur le futur quartier du Bocquet, etc...)

Le projet de PLU de la commune de Pierrelaye s'inscrit pleinement dans une perspective de développement durable du territoire, en intégrant également une évaluation de ses incidences sur l'environnement.

Avant d'être présenté au public dans le cadre d'une enquête publique qui se déroulera en octobre prochain, le projet de PLU sera transmis pour avis aux services de l'Etat, aux personnes publiques associées à son élaboration (chambres consulaires, conseil régional, conseil général), à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Le Parisis ainsi qu'aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale voisins.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 110, L. 123-1 et suivants, L. 123-9, R. 123-18, et L. 300-2,

Vu la loi n°2000-1028 du 13 décembre 2000 dite de Solidarité et Renouveau Urbains,

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 dite Urbanisme et Habitat,

Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

Vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n°2011-665 du 15 juin 2011 visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile de France,

VU le décret n°2011-1011 approuvant le schéma d'ensemble du réseau de transport du public du Grand Paris valant révision du Schéma Directeur de la Région Ile de France,
Vu le Schéma Directeur de la Région Ile de France approuvé le 26 avril 1994,

Vu le Plan d'Exposition au Bruit de l'Aérodrome Paris-Charles de Gaulle, approuvé le 3 avril 2007,

Vu le projet de révision du Schéma Directeur de la Région Ile de France, adopté le 25 septembre 2008,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine, approuvé le 29 octobre 2009,

Vu le projet de Plan de Déplacement Urbain de la Région Ile de France, approuvé le 16 février 2012,

Vu la délibération n°473/2011 du 29 mars 2011 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et définissant les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°522/2011 du 27 septembre 2011 relative aux orientations à poursuivre dans le cadre des études pré-opérationnelles pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye

Vu la délibération n°545/2011 du 15 décembre 2011 prenant acte du débat sur les orientations sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et en approuvant les orientations,

Vu la concertation menée tout au long de la procédure avec l'ensemble des Pierrelaysiens à l'occasion des réunions publiques des 25 juin 2011, 19 novembre 2011 et 12 mai 2012,

Vu la concertation menée tout au long de la procédure avec les Personnes Publiques Associées à l'occasion des réunions des 16 novembre 2011 et 2 mai 2012,

Vu le porter à connaissance transmis par Monsieur le Préfet du Val d'Oise,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme comprenant notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les orientations d'aménagement et de programmation, les documents graphiques, le règlement et les annexes,

VU la note explicative tirant le bilan de la concertation menée tout au long de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, annexée à la présente délibération,

Vu la demande de dérogation au SDRIF de 1994 adressée à Monsieur le Préfet de la région Ile de France ainsi qu'à Monsieur le Président du Conseil régional d'Ile de France,

Considérant que la concertation s'est déroulée sans interruption, conformément à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, du jour de la délibération prescrivant l'élaboration du PLU, soit le 29 mars 2011, jusqu'à l'arrêt du projet de PLU, le 21 juin 2012,

Considérant précisément que les modalités de concertation définies initialement à l'occasion du Conseil municipal du 29 mars 2011, ont été accomplies, notamment :

- Mise à disposition d'un registre et d'un dossier de concertation comprenant notes de présentation, cartes et plans, et dont le contenu sera mis à jour en fonction du calendrier des études, consultable au service Urbanisme et Foncier ;
- Organisation de trois réunions publiques ;
- Parution de plusieurs articles dans le bulletin municipal ;
- Création d'une adresse mail : plu@ville-pierrelaye.fr
- Réalisation d'une exposition ;

Considérant que le projet sera adressé aux Personnes Publiques Associées et aux personnes publiques intéressées et qui ont demandé à être consultées.

Considérant que le projet de PLU fera l'objet d'une enquête publique au cours du mois d'octobre 2012.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité

- ✓ **DE TIRER** le bilan de la concertation tel que présenté dans la note explicative annexée à la présente et en prend acte,
- ✓ **D'ARRETER** le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrelaye tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- ✓ **DE PRECISER** qu'en application de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, le dossier définitif du projet de révision, tel qu'il est arrêté par le conseil municipal, est tenu à la disposition du public,
- ✓ **DE PRECISER** que suite aux avis des personnes publiques associées et consultées, le projet sera soumis à enquête publique au mois d'octobre prochain, conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'urbanisme
- ✓ **DE DIRE** que, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et d'une publication au recueil des actes administratifs (article R. 2121-10 du code Général des Collectivités Territoriales).
- ✓ **DE DIRE** que conformément aux articles L. 123-6 et L. 123-8 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée notamment :
 - à Monsieur le Préfet du Val d'Oise ;
 - à Monsieur le Sous-préfet de Pontoise ;
 - à Monsieur le président du Conseil Régional d'Ile de France,
 - à Monsieur le président du Conseil Général du Val d'Oise ;
 - à Monsieur le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles,
 - à Monsieur le président de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture du Val d'Oise ;
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Val d'Oise ;
 - à Monsieur le Président du Syndicat des Transports d'Ile de France ;
 - à Monsieur le président du Syndicat des Eaux d'Ile de France ;
 - à Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération du Parisis ;

Ainsi qu'à Messieurs les maires des communes limitrophes et à Messieurs les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale voisins.

Votes :

Pour : 26

Abstention : 1 (Amorella)

3 - N°584/2012 – URBANISME / MODALITES DE CONSULTATION DU PUBLIC DANS LE CADRE DE LA LOI SUR LA MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE

Dans une perspective d'accroissement de l'offre de logements, la loi n°2012-376 du 20 mars 2012, relative à la majoration des droits à construire, prévoit des dispositions visant à faciliter la construction de nouveaux logements et l'agrandissement de logements existants.
Cette loi a été codifiée à l'article L. 123-1-11-1 du code de l'urbanisme.

Le texte prévoit que les droits à construire résultant de l'application des règles des plans d'occupation des sols (POS) et des plans locaux d'urbanisme (PLU) en termes de gabarit, de hauteur, d'emprise au sol ou de coefficient d'occupation des sols, sont majorés de 30%.
Cette mesure est limitée dans le temps à trois ans et entre en vigueur dans un délai de neuf mois à compter de la promulgation de la loi (soit une prise d'effet au plus tard le 21 décembre 2012).

Il est précisé qu'elle est applicable aux autorisations de construire déposées avant le 1^{er} janvier 2016.

La loi prévoit l'organisation de la consultation du public dans le cadre de la mise en œuvre de cette mesure.

Précisément, il doit être mis à la disposition du public, une note d'information présentant les conséquences de la majoration de 30 % sur le territoire concerné, notamment au regard des dispositions de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme.

Le public dispose d'un délai d'un mois pour formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition au public et du recueil de ses observations sont déterminées par le conseil municipal. Le public en est informé au moins huit jours avant le premier jour de la consultation.

A l'issue de la consultation, Monsieur le maire présentera aux membres du conseil municipal, la synthèse des observations formulées par le public.

La disposition relative à la majoration des droits à construire devient alors applicable dans un délai de huit jours suivant la séance du conseil municipal, sauf si ses membres décident de ne pas majorer les droits à construire.

Il est proposé de consulter le public du 16 juillet au 27 août 2012 inclus, aux jours et heures d'ouverture des services municipaux, selon les modalités suivantes :

- les dates et les modalités de la consultation seront rendues publiques au moins huit jours avant le premier jour de la consultation, par affichage sur les panneaux administratifs, et sur les panneaux lumineux d'information, sur le site internet de la commune et dans un journal diffusé dans le département ;

- la note d'information sera consultable au service Urbanisme et Foncier (situé 22 rue de Bessancourt à Pierrelaye) aux jours et heures d'ouverture au public ou sur le site internet de la Ville (www.ville-pierrelaye.fr) pendant toute la durée de la consultation ;

- les observations du public pourront être consignées dans un registre disponible au service Urbanisme et Foncier aux jours et heures d'ouverture au public, par courrier ou par message électronique (urbanisme@ville-pierrelaye.fr) pendant la durée de la consultation ;

- à l'issue de la consultation, la synthèse des observations sera présentée aux membres du conseil municipal ;

- la note d'information, la synthèse des observations du public et la délibération du conseil municipal seront consultables au service Urbanisme et Foncier pendant une durée d'un an.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L. 123-1 et L 123-1-11-1,

VU la loi n°2012-376 du 20 mars 2012, relative à la majoration des droits à construire

VU le Plan d'Occupation des Soils révisé et approuvé le 17 juin 1998,

VU le projet de Plan Local d'Urbanisme soumis pour arrêt aux membres du conseil municipal du 21 juin 2012,

VU la note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration des droits à construire, notamment au regard des dispositions de l'article L. 121-1 du code de l'urbanisme, et demeurée annexée à la présente délibération,

VU les modalités de consultation du public déployées par la commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** les modalités de consultation du public, préalablement à la mise en œuvre du dispositif de majoration des droits à construire.
- ✓ **DE PRECISER** que le public sera consulté pendant la période du 16 juillet au 27 août 2012 inclus, aux jours et heures d'ouverture des services municipaux.
- ✓ **D'AUTORISER** Monsieur le maire ou son représentant à engager la consultation préalable à l'application du dispositif de majoration des droits à construire.

4 - DECISIONS MUNICIPALES PRISES EN APPLICATION DES ARTICLES L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 8 de la Loi n°70-1297 du 31 Décembre 1970 sur la Gestion Municipale et les Libertés Communales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son Article L 2122-22 résultant des dispositions de l'article 8 de la Loi susvisée,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°38 en date du 1^{er} avril 2008 complétée par la délibération n°335 en date du 30 mars 2010 publiées et déposées en Sous-préfecture de Pontoise, portant délégations de pouvoirs données au Maire par le Conseil Municipal conformément aux articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Le Maire présente et informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a été amené à prendre dans le cadre de cette délégation :

| N° | DATE | SERVICE | OBJET |
|----|----------|----------------------------------|---|
| 85 | 12/06/12 | Service Municipal de la Jeunesse | Convention d'hébergement pour le séjour à l'étranger du 7 au 17 juillet 2012 passée avec la Société HOLIDAY MAKER |
| 86 | 14/06/12 | Finances | Modification de la décision municipale n°75/2012 concernant la régie d'avances temporaire séjour n°2 auprès du Service Municipal de la Jeunesse (SMJ) |
| 87 | 14/06/12 | Finances | Modification de la régie d'avances temporaire séjour n°1 auprès du Service Municipal de la Jeunesse (SMJ) |
| 88 | 18/06/12 | Juridique | Règlement des honoraires au cabinet Brault et Avocats Associés, Affaire SCI Les Patelles C/Commune de Pierrelaye |
| 89 | 18/06/12 | Marchés publics | Marché à procédure adaptée - Travaux de rénovation de l'élémentaire Pierre Curie - Phase 1 - lot n°7 ascenseur/élévateur, |

5 - N°585/2012 - FINANCES / COMPTE DE GESTION 2011 DE LA COMMUNE

Considérant que le compte de gestion doit concorder parfaitement avec le compte administratif et qu'il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2011, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010, celui de tous les titres de recettes émis, et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrites de passer dans ses écritures,

Considérant que les recettes et les dépenses sont régulières et justifiées :

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2011 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2011. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010, celui de tous les titres de recettes émis, et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les recettes et les dépenses sont régulières et justifiées :

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2011 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2011. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

| | RÉSULTAT À CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT: 2010 | PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: L'EXERCICE 2011 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 | TRANSFERT OU INTERMÉDIATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE | RÉSULTAT À CLOTURE DE L'EXERCICE 2011 |
|---|--|---|-----------------------------|---|---------------------------------------|
| I - Budget principal | 1 554 926,70 | 0,00 | -725 725,03 | 0,00 | 329 141,67 |
| Investissement | 1 502 339,02 | 534 317,20 | 621 660,24 | 36,21 | 1 959 918,27 |
| Fonctionnement | 2 957 265,72 | 534 317,20 | -103 924,79 | 36,21 | 2 319 059,94 |
| TOTAL I | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| TOTAL II | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| IV - Budgets des services à caractère commercial | | | | | |
| SCS ASSAINISSEMENT DE PIERRE-LAYE | | | | | |
| Investissement | 363 789,42 | 0,00 | -218 531,98 | 0,00 | 145 257,44 |
| Fonctionnement | 222 654,50 | 78 654,50 | 34 928,38 | 0,00 | 184 928,38 |
| Fonctionnement | 592 443,92 | 78 654,50 | -183 603,60 | 0,00 | 330 185,82 |
| Sous-TOTAL | | | | | |
| TOTAL III | 592 443,92 | 78 654,50 | -183 603,60 | 0,00 | 330 185,82 |
| TOTAL I + II + III | 3 549 709,64 | 612 971,70 | -877 528,39 | 36,21 | 2 649 245,76 |

Intégration des résultats du budget Société Directeur TV Carat Gestion par arrêté préfectoral du 04 septembre 2008

09304
TRÉS. BEAUCHAMP-TAVERNY



30000 - PIERRE-LAYE -

Rail II-2
Exercice 2011

616

RÉSULTATS D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

RÉSULTATS D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

| | RÉSULTAT À CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT: 2010 | PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: L'EXERCICE 2011 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 | TRANSFERT OU INTERMÉDIATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE | RÉSULTAT À CLOTURE DE L'EXERCICE 2011 |
|---|--|---|-----------------------------|---|---------------------------------------|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| TOTAL I | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| TOTAL II | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| IV - Budgets des services à caractère commercial | | | | | |
| SCS ASSAINISSEMENT DE PIERRE-LAYE | | | | | |
| Investissement | 363 789,42 | 0,00 | -218 531,98 | 0,00 | 145 257,44 |
| Fonctionnement | 228 654,50 | 78 654,50 | 34 928,38 | 0,00 | 184 928,38 |
| Fonctionnement | 592 443,92 | 78 654,50 | -183 603,60 | 0,00 | 330 185,82 |
| Sous-TOTAL | | | | | |
| TOTAL III | 592 443,92 | 78 654,50 | -183 603,60 | 0,00 | 330 185,82 |
| TOTAL I + II + III | 592 443,92 | 78 654,50 | -183 603,60 | 0,00 | 330 185,82 |

09304
TRÉS. BEAUCHAMP-TAVERNY



30000 - SCS ASSAINISSEMENT DE PIERRE-LAYE

Rail II-2
Exercice 2011

616

6 - N°586/2012 - FINANCES / COMPTE DE GESTION 2011 DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Considérant que le compte de gestion doit concorder parfaitement avec le compte administratif, et qu'il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2011, la décision modificative qui s'y rattache, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif et l'état des restes à payer,

7 - N°587/2012 – FINANCES / COMPTE ADMINISTRATIF 2011 DE LA COMMUNE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 1612-12, L 2121-14, L 2124-31, et D 2342-11 et 12 ;

Vu la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République qui prévoit que le Compte Administratif est voté avant le 1er juillet qui suit l'exercice écoulé ;

Vu le budget primitif 2011 adopté le 29 mars 2011 et le budget supplémentaire 2011 ;

Vu le compte de gestion pour l'exercice 2011 dressé par le Receveur,

Il est donné connaissance au Conseil Municipal du compte administratif de l'exercice 2011, dressé par Monsieur le Maire, pour lequel il est proposé un vote global.
Le Conseil municipal peut constater que le compte administratif soumis au vote est conforme au compte de gestion dressé par le receveur.

Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le vote du compte administratif ville est soumis, sous la présidence de Monsieur Claude CAUET, 1^{er} Maire Adjoint, à l'approbation du Conseil municipal, après que Monsieur le Maire ait quitté la séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

✓ **D'APPROUVER** le compte administratif ville de l'exercice 2011 tel que présenté ci-dessous.

Votes :
Pour : 26
Abstention : 1 (Amorella)

COMMUNE - COMPTE ADMINISTRATIF 2011

RÉSULTATS D'EXÉCUTION 2011 - RÉCAPITULATIF

| Libellés | Investissement | Fonctionnement | Résultat de clôture 2011 |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|
| Dépenses | 2 349 325,39 | 9 317 522,81 | 11 666 848,20 |
| Recettes | 1 623 540,36 | 9 939 383,05 | 11 562 923,41 |
| Résultat de l'exercice | -725 785,03 | 621 860,24 | -103 924,79 |
| Excédent antérieur | 1 054 926,70 | 1 368 021,82 | 2 422 948,52 |
| Résultat d'un Syndicat | 0,00 | 36,21 | 36,21 |
| Excédent total brut | 329 141,67 | 1 989 918,27 | 2 319 059,94 |
| R.A.R. Dépenses | 1 629 902,66 | 0,00 | 1 629 902,66 |
| R.A.R. Recettes | 1 250 093,02 | 0,00 | 1 250 093,02 |
| Besoin financement | -379 809,64 | 0,00 | -379 809,64 |
| Excédent total net | -50 667,97 | 1 989 918,27 | 1 939 250,30 |

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes

| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé 2011 |
|--|--|--------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 62 900,00 | 62 653,05 |
| 70 | Produits des sves, du domaine et ventes diverses | 699 020,00 | 698 815,33 |
| 73 | Impôts et taxes | 6 726 314,00 | 7 014 877,79 |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 1 943 790,00 | 1 738 791,20 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 98 700,00 | 45 283,18 |
| 77 | Produits exceptionnels | 12 047,97 | 363 625,19 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement : | | 9 542 771,97 | 9 924 045,74 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre les sections | 27 070,00 | 15 337,31 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement : | | 27 070,00 | 15 337,31 |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 1 368 058,03 | 0,00 |
| Total recettes de fonctionnement | | 10 937 900,00 | 9 939 383,05 |

Dépenses

| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé 2011 |
|--|--|--------------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 2 932 000,00 | 2 685 545,82 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 5 385 452,00 | 5 238 204,05 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 954 408,00 | 627 079,60 |
| 66 | Charges financières | 197 090,00 | 180 084,73 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 15 400,00 | 3 379,49 |
| 022 | Dépenses imprévues | 50,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement : | | 10 484 400,00 | 8 734 293,69 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 222 500,00 | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 231 000,00 | 583 229,12 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement : | | 453 500,00 | 583 229,12 |
| Total dépenses de fonctionnement | | 10 937 900,00 | 9 317 522,81 |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 12-12, L 2121-14, L 2121-31, et D 2342-11 et 12 ;

Vu la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République qui prévoit que le Compte Administratif est voté avant le 1er juillet qui suit l'exercice écoulé ;

Vu le budget primitif 2011 adopté le 29 mars 2011 et ses décisions modificatives ;

Vu le compte de gestion pour l'exercice 2011 dressé par le Receveur,

Il est donné connaissance du compte administratif du Service Annexe d'Assainissement de l'exercice 2011, dressé par Monsieur le Maire, pour lequel il est proposé un vote global.

Le Conseil municipal peut constater que le compte administratif soumis au vote est conforme au compte de gestion dressé par le receveur.

Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le vote du compte administratif du service assainissement est soumis, sous la présidence de Monsieur Claude CAUET, 1^{er} Maire Adjoint, à l'approbation du Conseil municipal, après que Monsieur le Maire ait quitté la séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

Votes :
Pour : 26
Abstention : 1 (Amorella)

✓ **D'APPROUVER** le compte administratif du service assainissement de l'exercice 2011 tel que présenté ci-dessous.

SERVICE ASSAINISSEMENT - COMPTE ADMINISTRATIF 2011

RÉSULTATS D'EXÉCUTION 2011 - RÉCAPITULATIF

| Libellés | Investissement | Fonctionnement | Résultat de clôture 2011 |
|-------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|
| Dépenses | 361 736,21 | 196 741,38 | 558 477,59 |
| Recettes | 143 204,23 | 231 669,76 | 374 873,99 |
| Résultat de l'exercice | -218 531,98 | 34 928,38 | -183 603,60 |
| Excédent antérieur | 363 789,42 | 150 000,00 | 513 789,42 |
| Excédent total brut | 145 257,44 | 184 928,38 | 330 185,82 |
| R.A.R. Dépenses | 160 000,00 | 0,00 | 160 000,00 |
| R.A.R. Recettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Besoin financement | -160 000,00 | 0,00 | -160 000,00 |
| Excédent total net | -14 742,56 | 184 928,38 | 170 185,82 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes

| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé en 2011 | Restes à Réaliser 2011 |
|--|--|---------------------------|---------------------|---------------------------|
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 928 442,21 | 222 337,79 | 749 918,01 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement : | | 1 428 442,21 | 222 337,79 | 1 249 918,01 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 237 000,00 | 266 545,88 | 0,00 |
| 1068 | Excédent de fonctionnement capitalisés (10) | 534 317,20 | 534 317,20 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 17 110,00 | 17 110,37 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 352 435,01 | 0,00 | 175,01 |
| Total des recettes financières : | | 1 140 862,21 | 817 973,45 | 175,01 |
| 4542 | Total des opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement : | | 2 569 304,42 | 1 040 311,24 | 1 250 093,02 |
| 021 | Virement à la section de fonctionnement | 222 500,00 | | |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre les sections | 231 000,00 | 583 229,12 | |
| Total des recettes d'ordre d'investissement : | | 453 500,00 | 583 229,12 | |
| 001 | Résultat d'investissement reporté | 1 054 926,70 | | 0,00 |
| Total recettes d'investissement | | 4 077 731,12 | 1 623 540,36 | 1 250 093,02 |
| Dépenses | | | | |
| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 20110 | Réalisé en 2011 | Restes à Réaliser 2011 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 268 949,32 | 72 543,22 | 162 082,93 |
| 204 | Subventions d'équipements versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 716 387,54 | 313 473,15 | 390 768,21 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 841 604,67 | 1 724 266,49 | 1 077 051,52 |
| Total des dépenses d'équipement : | | 3 826 941,53 | 2 110 282,86 | 1 629 902,66 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 223 719,59 | 223 705,22 | 0,00 |
| Total des dépenses financières : | | 223 719,59 | 223 705,22 | 0,00 |
| 4541 | Total des opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 27 070,00 | 15 337,31 | |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement : | | 27 070,00 | 15 337,31 | 0,00 |
| Total dépenses d'investissement | | 4 077 731,12 | 2 349 325,39 | 1 629 902,66 |

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | |
|--|--|--------------------------|-------------------|
| Recettes | | | |
| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé 2011 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations de services, | 260 005,44 | 222 745,20 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles d'exploitation : | | 260 005,44 | 222 745,20 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre les sections | 8 924,56 | 8 924,56 |
| Total des recettes d'ordre d'exploitation : | | 8 924,56 | 8 924,56 |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 150 000,00 | 0,00 |
| Total recettes de fonctionnement | | 418 930,00 | 231 669,76 |
| Dépenses | | | |
| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé 2011 |
| 011 | Charges à caractère général | 284 500,00 | 130 576,25 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 6 535,27 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services : | | 291 035,27 | 130 576,25 |
| 66 | Charges financières | 4 190,00 | 2 182,07 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 13 500,00 | 518,33 |
| Total des dépenses réelles d'exploitation : | | 308 725,27 | 133 276,65 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 46 470,00 | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 63 464,73 | 63 464,73 |
| Total des dépenses d'ordre d'exploitation : | | 110 204,73 | 63 464,73 |
| Total dépenses de fonctionnement | | 418 930,00 | 196 741,38 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|--|--------------------------|--------------------|---------------------------|
| Recettes | | | | |
| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé en 2011 | Restes à Réaliser 2011 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 085,00 | 1 085,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement : | | 1 085,00 | 1 085,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 78 654,50 | 78 654,50 | 0,00 |
| Total des recettes financières : | | 78 654,50 | 78 654,50 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement : | | 79 739,50 | 79 739,50 | 0,00 |
| 021 | Virement à la section de fonctionnement | 46 740,00 | | |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre les sections | 63 464,73 | 63 464,73 | |
| Total des recettes d'ordre d'investissement : | | 110 204,73 | 63 464,73 | |
| 001 | Résultat d'investissement reporté | 363 789,42 | 0,00 | 0,00 |
| Total recettes d'investissement | | 553 733,65 | 143 204,23 | 0,00 |
| Dépenses | | | | |
| Chapitres | Libellé | B.P. + B.S. D.M. 2011 | Réalisé en 2011 | Restes à Réaliser 2011 |
| 13 | Subventions d'investissement | 756,00 | 0,00 | 756,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 14 130,44 | 14 130,44 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 487 197,65 | 311 912,04 | 159 244,00 |
| Total des dépenses d'équipement : | | 517 084,09 | 326 042,48 | 160 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 27 725,00 | 26 769,17 | 0,00 |
| Total des dépenses financières : | | 27 725,00 | 26 769,17 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement : | | 544 809,09 | 352 811,65 | |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 8 924,56 | 8 924,56 | |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement : | | 8 924,56 | 8 924,56 | 0,00 |
| Total dépenses d'investissement | | 553 733,65 | 361 736,21 | 160 000,00 |

9 - N°589/2012 – FINANCES / BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS IMMOBILIERES DE LA COMMUNE DE PIERRELAYE EN 2011

Considérant que l'Article 11 de la Loi du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, prévoyait à compter du 9 Mai 1995, date d'entrée en vigueur des dispositions législatives en cause, que les Collectivités Territoriales devaient chaque année délibérer sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières.

Considérant que l'Article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que le Conseil municipal doit délibérer sur le bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières réalisées par la commune sur son territoire pendant l'exercice budgétaire de l'année 2011, retracé par le compte administratif auquel ce bilan sera annexé.

Monsieur le Maire présente le récapitulatif des cessions et acquisitions immobilières effectuées par la commune au cours de l'exercice 2011 et figurant ci-dessous.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

✓ **PREND ACTE** du récapitulatif présenté ci-dessous.

ÉTAT DES CESSIONS IMMOBILIÈRES 2011

1/1

| Désignation du bien | Localisation | Référence cadastrale | Origine de la propriété | Identité du cédant | Identité du cessionnaire | Conditions de la cession | Montant de l'opération | Remarques |
|-------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|---|
| 2111-07 Réserves foncières | Butte des Petites Vignes | AS n°900 1 616 m ² | Consorts Leveau/ Richierolle AS 149 350,60 m ² | Commune de Pierrelaye | S.C.I. Les Iris | Vente amiable | 145 588,79 | Construction de 8 logements avec instauration du dispositif de pass foncier |
| | | | Consorts Evrard AS 616 | | | | | |
| | | | 315,68 m ² | | | | | |
| | | | Consorts Olszewski AS 152 | | | | | |
| | | | 366,00 m ² | | | | | |
| | | | Consorts Olszewski AS 668 | | | | | |
| | | | 229,72 m ² | | | | | |
| | | | Consorts De Vals AS 154 | | | | | |
| | | | 354,00 m ² | | | | | |
| | | | A.F.T.R.P. AS 132 | | | | | |
| 2 294 m ² | | | | | | | | |
| | | | 3 910 m ² | | | Total : | 352 260,00 | |

Compte rendu du Conseil Municipal du 21 juin 2012

COMPTÉ ADMINISTRATIF

EXERCICE 2011

ANNEXE II

ÉTAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES 2011

1/2

| Désignation du bien | Localisation | Référence cadastrale | Identité du cédant | Identité du cessionnaire | Conditions de la cession | Frais annexes (droits enregistre., frais de notaire...) | Montant total de l'opération | Motivation de l'acquisition |
|-------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|---|------------------------------|-----------------------------|
| 2111-07 Réserves foncières | Lieu dit La Croix Guillot | AH 128, AH 129 et AH 130 | 0,00 | Commune de Pierrelaye | 0,00 | 36,00 | 36,00 | Réserves foncières |
| | | | 0,00 | | | | | |
| 2111-11 Terrains piscine | Lieu dit Derrière Le Petit Bois | AS 162 936 m ² | Madame LEGRAND épouse THIEL Monique | Commune de Pierrelaye | 3 744,00 | 1 385,09 | 5 129,09 | Construction d'une piscine |
| | | | Consorts ROUGEAUX / ROUQUIÉ | | | | | |
| | Lieu dit Derrière Le Petit Bois | AS 167 468 m2 | Consorts | Commune de Pierrelaye | 1 872,00 | 362,46 | 2 234,46 | Construction d'une piscine |
| | | | ROUGEAUX / ROUQUIÉ | | | | | |
| | Lieu dit Derrière Le Petit Bois | AS 855 615 m2 | Monsieur DAMPIERRE | Commune de Pierrelaye | 2 460,00 | 394,61 | 2 854,61 | Construction d'une piscine |
| | | | Michel | | | | | |
| | Lieu dit Derrière Le Petit Bois | AS 158 1 000 m ² | Monsieur DIDELET | Commune de Pierrelaye | 4 920,00 | 1 704,39 | 6 624,39 | Construction d'une piscine |
| | | | Gérard | | | | | |
| | | | Sous-total I : | 12 996,00 | | 3 882,55 | 16 878,55 | |

Compte rendu du Conseil Municipal du 21 juin 2012

| Désignation du bien | Localisation | Référence cadastrale | Identité du cédant | Identité du cessionnaire | Conditions de la cession | Frais annexes (droits enregistrés, frais de notaire...) | Montant total de l'opération | Motivation de l'acquisition |
|--|--|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---|------------------------------|--|
| Rue d'Épluchettes Futurs bâtiments publics (3 ^{ème} groupe scolaire) | Lieudit Le Village de Pierrelaye | AB n°161 6 300 m ² | Madame CALLÉ Marie-Odile | Commune de Pierrelaye | 12 996,00 | 3 882,55 | 16 878,55 | Création de bâtiments publics |
| 2111-16 Terrains Aite d'accueil d'accueil des gens du voyage | Lieudit Le Petit Chêne, Les Marcois et chemin Bois de Malassis | AR 478, 477 474, 461, 457 456, 455, 473 466, 465... | | Commune de Pierrelaye | 0,00 | 2 326,22 | 2 326,22 | SET Environnement Frais pour la constitution du dossier D.U.P. (Déclaration d'Utilité publique) |
| | | | | Sous-total 2 : | 138 996,00 | 6 208,77 | 145 204,77 | |

Compte rendu du Conseil Municipal du 21 juin 2012

10 - N°599/2012 - SOCIAL / TARIFS DU CENTRE SOCIAL

La commission Solidarité et Affaires sociales s'est réunie le 12 juin dernier et a approuvé les tarifs 2012-2013 du centre social tels que présentés dans le tableau ci-dessous.

Tarifs des Activités du Centre social pour l'année scolaire 2012/2013

| ACTIVITES | Nombre d'enfants adhérents | | | | Minima Sociaux |
|---|----------------------------|-------|-------|--------|----------------|
| | 1 (ou 1 adulte seul) | 2 | 3 | 4 et + | |
| Adhésion familiale (hors LAEP) | | | | | |
| Par forfait de 91 par séance | | | | | |
| Activités sur place sans intervenant extérieur | 1,50 | 1,25 | 1,00 | 0,75 | 0,75 |
| Activités sur place avec intervenant extérieur | 2,50 | 2,00 | 1,60 | 1,00 | 1,00 |
| Sociétés sans location de car | | | | | |
| Cinéma | 3,00 | 2,60 | 2,00 | 1,50 | |
| Expositions - musées | 4,00 | 3,60 | 3,00 | 2,50 | |
| Parc d'attraction | 7,00 | 6,60 | 6,00 | 5,50 | 2,00 |
| Parc de loisirs | 3,00 | 2,90 | 2,00 | 1,50 | |
| Théâtre - spectacle - châtelet | 5,00 | 4,50 | 4,00 | 3,50 | |
| Sociétés avec location de car | | | | | |
| Cinéma | 3,60 | 3,00 | 2,50 | 2,00 | |
| Expositions - musées | 6,00 | 5,60 | 5,00 | 4,50 | |
| Parc d'attraction | 9,00 | 8,60 | 8,00 | 7,50 | |
| Parc de loisirs | 5,00 | 4,50 | 4,00 | 3,50 | |
| Théâtre - spectacle - Châtelet | 7,00 | 6,60 | 6,00 | 5,50 | |
| Sociétés avec location de car et bus | | | | | |
| Expositions - musées | 8,50 | 8,00 | 7,50 | 6,80 | 4,00 |
| Parc d'attraction | 11,5 | 11,00 | 10,50 | 10,00 | |
| Parc de loisirs | 7,50 | 7,00 | 6,50 | 6,00 | |
| Théâtre - spectacle - châtelet | 9,50 | 9,00 | 8,50 | 8,00 | |
| Activités familiales (forfait familial - par séance) | | | | | |
| Activités sur place sans intervenant extérieur | 2,50 | 3,00 | 3,50 | 4,00 | 1,00 |
| Activités sur place avec intervenant extérieur | 3,00 | 3,50 | 4,00 | 4,50 | |
| Activités Cuisines avec produits apportés par la famille | 1,50 | 2,00 | 2,30 | 2,50 | 1,00 |
| Sociétés sans location de car | | | | | |
| Expositions - musées | 8,00 | 10,50 | 12,00 | 12,60 | |
| Parc d'attraction | 14,00 | 19,50 | 24,00 | 27,50 | |
| Parc de loisirs | 6,00 | 7,50 | 8,00 | 8,50 | 3,00 |
| Château - spectacle - théâtre | 10,00 | 13,50 | 16,00 | 17,50 | |
| Sociétés avec location de car et bus | | | | | |
| Expositions - musées | 10,00 | 12,50 | 14,00 | 14,50 | |
| Parc d'attraction | 16,00 | 21,50 | 26,00 | 29,50 | |
| Parc de loisirs | 8,00 | 9,50 | 10,00 | 10,50 | 5,00 |
| Château - spectacle - théâtre | 12,00 | 16,50 | 18,00 | 19,50 | |
| Sociétés avec location de car et bus | | | | | |
| Expositions - musées | 15,00 | 20,00 | 20,00 | 27,00 | |
| Parc d'attraction | 21,00 | 29,00 | 39,00 | 42,00 | |
| Parc de loisirs | 13,00 | 17,00 | 20,00 | 22,50 | 7,50 |
| Château - spectacle - théâtre | 17,00 | 23,00 | 28,00 | 32,00 | |
| Séjour familial (par jour) | 22,50 | 31,50 | 38,00 | 37,50 | 6 €/jour |

| Autres Activités (Forfait individuel) | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|------|
| C.L.A.S | 11,00 | 10,00 | 9,00 | 8,00 | |
| Atelier d'éveil artistique et sportif forfait annuel | 23,00 | 22,00 | 21,00 | 20,00 | |
| Alphabétisation | | | | 17,50 | 8,00 |
| Atelier informatique (pour 6 séances) | | | | 11,00 | 5,50 |

| DANSE tarifs individuels annuels incluant la participation pour les costumes et l'adhésion au centre social | | | | | |
|--|------------|-------------|----------------|-------------|--|
| | 1 personne | 2 personnes | 3 personnes | 4 personnes | |
| 45 minutes de cours | 110,00 | 90,00 | 80,00 | 70,00 | |
| 60 minutes de cours | 130,00 | 106,00 | 94,00 | 82,00 | |
| 90 minutes de cours | 150,00 | 122,00 | 108,00 | 94,00 | |
| Minimas sociaux | | | | | |
| 45 minutes de cours | 60,00 | | | | |
| 60 minutes de cours | 70,00 | 58,00 | 52,00 | 46,00 | |
| 90 minutes de cours | 80,00 | 66,00 | 59,00 | 40,00 | |
| SPECTACLE DE DANSE (forfait unique : 2 places gratuites par adhérents) | | | | | |
| | Forfait | | Minima sociaux | | |
| 1 entrée | 4,50 | | 3,00 | | |
| 2 entrées | 8,00 | | 4,50 | | |
| 3 entrées | 11,00 | | 8,00 | | |

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** les tarifs 2012-2013 du centre social présenté dans le tableau ci-dessus.

11 - N°591/2012 – REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LES AGENTS A L'OCCASION DE DEPLACEMENTS TEMPORAIRES ET DE FORMATION

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié par le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007.

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu la délibération en date du 26 octobre 2011, du Conseil d'Administration du CNFPT décidant de cesser de rembourser les frais de transport des stagiaires pour tout déplacement à compter du 1er janvier 2012.

Après avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni en séance le 31 mai 2012,

Il est proposé d'adopter les modalités suivantes de remboursement des frais engagés par les agents à l'occasion de déplacements temporaires et de formation.

➤ **Frais d'hébergement** (nuit et petit déjeuner)

Aucune indemnité d'hébergement ne sera versée aux agents.

➤ **Frais de repas**

| Nature | Tarif |
|--|---|
| Mission temporaire | Aucune indemnité |
| Formation « FIL César » | Pris en charge pour la commune d'accueil, si c'est Pierrelaye : 3,24 € |
| Formations « Intra » | 3,24 € |
| Formations « d'intégration » <i>Ces frais seront remboursés par le CNFPT sur présentation d'une facture et selon la convention établie avec la commune.</i> | 3,24 € |
| Formation dans les locaux du CNFPT délégation grande Couronne | Pris en charge par le CNFPT |
| Formation CNFPT à Paris L'agent devra avancer la somme maximum à 11€ par repas, qui lui seront remboursés par le CNFPT par chèque. | 11,00 € |
| Formation autre que CNFPT * L'agent devra avancer la somme plafonnée au maximum à 11€ par repas, qui lui seront remboursés directement sur sa fiche de paye. | 11,00 € |

* justificatifs à transmettre en même temps que les frais de déplacements et l'ordre de mission.

➤ **Dispositions particulières**

Lors de la participation aux concours ou examens professionnels, les frais d'hébergement et de repas restent à la charge du candidat,

➤ **Frais de transport**

L'agent de droit public (titulaire ou non titulaire) appelé à suivre une action de formation bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement, dans les conditions suivantes, lorsque la formation est en relation avec les fonctions exercées (formation d'intégration et de professionnalisation, formation professionnelle continue).

| Nature | |
|---|---|
| Formation « Fil César » | les frais de transport ne sont pas remboursés, si c'est Pierrelaye la ville d'accueil. |
| actions de formation organisées sur le territoire de la résidence administrative | ne donnent lieu à aucune indemnisation |
| Utilisation d'un véhicule communal | N'ouvre pas droit à un remboursement mais peut prétendre remboursement frais de parking ou d'autoroute |
| Utilisation par les agents de leur véhicule personnel | L'agent aura souscrit, au préalable, à une assurance Ouverture droit à remboursement sur la base d'indemnités kilométriques (cf ci-après) |

A l'issue de la formation (hors préparation aux concours et examen), pour obtenir le remboursement de ses frais, l'agent devra fournir au service formation son ordre de mission complété, accompagné des pièces justificatives nécessaires au remboursement (facture de transport et copie carte grise).

- ✓ principe du **remboursement sur la base d'un tarif plafonné au billet aller/retour SNCF de 2^{ème} classe** quel que soit le mode de transport utilisé ;
- ✓ sur autorisation de la collectivité, **possibilité d'utiliser le véhicule personnel** si le lieu de formation n'est desservi par aucun moyen de transport collectif. Dans ce cas, le remboursement est effectué

sous la forme d'indemnités kilométriques selon le tarif réglementaire en vigueur plus les frais annexes (frais de parcs de stationnement, péages d'autoroutes) sur présentation des justificatifs de dépenses. Le plafond de remboursement est le tarif A/R d'un billet SNCF de 2^{ème} classe.

- ✓ en cas de **co-voiturage**, remboursement auprès du propriétaire du véhicule des frais en indemnités kilométriques et frais annexes sur présentation des justificatifs de dépenses.

➤ **Taux des indemnités kilométriques**

(Arrêté ministériel du 26 août 2008 – JO du 30 août 2008) - Applicables à compter du 1er août 2008

- **utilisation du véhicule personnel**

| CATEGORIES (Puissance fiscale du véhicule) | Jusqu'à 2000 kms | de 2001 à 10 000 kms | au-delà de 10 000 kms |
|--|------------------|----------------------|-----------------------|
| De 5 CV et moins | 0,25€ | 0,31€ | 0,18€ |
| De 6 et 7 CV | 0,32€ | 0,39€ | 0,23€ |
| De 8 CV et plus | 0,35€ | 0,43€ | 0,25€ |

- **utilisation d'un deux roues**

Si l'agent utilise une motocyclette d'une **cylindrée supérieure à 125 cm³** il sera indemnisé à hauteur de **0,11 € du km**.

➤ **Ordre de mission**

- ✓ L'ordre de mission doit clairement préciser les différentes autorisations (utilisation du véhicule personnel, dates et heures de départ et d'arrivée, motif du déplacement...) et le remboursement est effectué sous la forme d'indemnités kilométriques conformément à la réglementation en vigueur, plus les frais annexes (frais de parcs de stationnement, péages d'autoroutes) sur présentation des justificatifs de dépenses.

➤ **Concours ou examens professionnels**

- ✓ le remboursement est effectué sur présentation de la convocation, de l'attestation de présence et des pièces justificatives sur la base du tarif SNCF 2^{ème} classe,
- ✓ en cas de **co-voiturage**, remboursement auprès du propriétaire du véhicule des frais en indemnités kilométriques et frais annexes sur présentation des justificatifs de dépenses.

Dans les deux situations, la prise en charge plafonnée est effectuée sur présentation des justificatifs de dépenses dans la limite d'un **seul aller-retour pour un concours ou un examen par année civile** (épreuves d'admissibilité et d'admission).

➤ **Dispositions particulières**

- ✓ l'utilisation d'un taxi ou d'un véhicule de location doit figurer dans l'ordre de mission, faire l'objet d'une autorisation préalable de la collectivité et tous les justificatifs de dépenses doivent être présentés. A défaut, les frais réels correspondants ne seront pas remboursés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** les modalités de remboursements comme indiqués ci-dessus.

12 - N°592/2012 - PETITE-ENFANCE / CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE PIERRELAYE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DU VAL D'OISE - CONTRAT DE PROJET : ACTION DE DEVELOPPEMENT ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

En lien avec les différents services de la ville (le social, le SMJ, le Centre de loisirs), le Secteur Petite Enfance en relation avec la psychologue propose de mettre en place une conférence débat sur les limites posées aux enfants par l'Association « l'école des Parents de Paris », dans une politique de prévention de la famille.

L'objectif de cette conférence destinée à toutes les familles Pierrelaysiennes ayant des enfants âgés de 0 à 18 ans est de les aider dans leur rôle de parents, de les accompagner et de les soutenir afin qu'ils puissent poser des limites à leurs enfants et, à l'issue de la conférence, obtenir les clés nécessaires pour faire évoluer leur pratique.

Cette conférence débat se tiendra le mardi 12 octobre 2012 de 20h00 à 22h00 au Foyer Club de Pierrelaye. L'intervenant sera l'Association « L'école des Parents de Paris ».

Pour le financement de cette action de développement et de soutien à la Parentalité, il est nécessaire de signer une convention d'objectifs et de financement avec la CAF du Val d'Oise pour la mise en place d'un contrat de projet.

Conformément au règlement intérieur d'action sociale validé par le conseil d'administration de la caf du 13 Décembre 2010 applicable à partir du 1^{er} Février 2011, la ville devra produire des documents et évaluer le projet sur des actions financées dans le cadre de celui-ci.

La ville s'engage également à produire avant le 30 Octobre 2012, un bilan quantitatif et qualitatif de l'action conduite dans le cadre des objectifs, la facture de l'intervention. La mention de l'aide apportée par la CAF figurera dans toute action de communication concernant le projet.

Le plan de financement s'établit comme suit :

| | Dépenses | Financements |
|------------------------------|--------------|--------------|
| Prestation école des parents | 540 € | |
| Manifestation (alimentation) | 30 € | |
| CAF | | 250 € |
| VILLE | | 320 € |
| TOTAL | 570 € | 570 € |

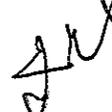
LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

- ✓ **D'APPROUVER** le tableau de financement de l'action présenté ci-dessus.
- ✓ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la nouvelle convention d'objectifs et de financement à intervenir entre la ville de Pierrelaye et la CAF du Val d'Oise, pour la mise en place d'un contrat de projet sur le secteur Petite Enfance, dans le cadre d'une action de développement et de soutien à la parentalité destinée au public ayant des enfants de 0-18 ans.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0h00.

Le Maire,
Michel VALLADON




Secrétaire de séance,
Madame DAUSSIN Joëlle

